



Les sacrifices pour le monde du travail et à la DGFIP, c'est terminé ! Au 1er Ministre de reculer !

À l'appel de l'intersyndicale interprofessionnelle, plus d'un million de manifestants se sont exprimés dans les rues le 18 septembre pour réclamer la justice fiscale et sociale et l'abandon de la politique austéritaire.

À la DGFIP, nous avons pris toute notre part dans ces mobilisations pour porter nos revendications et refuser de payer à nouveau un lourd tribut en termes de gel de nos salaires, de suppressions d'emplois, et autres horreurs du budget de F. Bayrou qui sans notre mobilisation serait la base de celui du 1er Ministre Lecornu.

Même si le 1er ministre a reculé sur la suppression des deux jours fériés, cela est loin d'être suffisant. D'autant plus, quand le premier ministre crée la mission « État efficace » ayant pour but de supprimer des structures publiques. On le voit, une fois encore les services publics, les fonctionnaires et plus globalement notre modèle social sont la véritable cible du futur budget. Par nos grèves, nos manifestations, nous devons imposer d'autres choix pour un budget de justice fiscale et sociale.

L'ensemble des organisations syndicales nationales ont fixé au Premier ministre un ultimatum : répondre aux revendications avant le 24 septembre. Elles exigent notamment :

- L'abandon de l'ensemble du projet de budget et notamment le doublement des franchises médicales, l'année blanche (désindexation des pensions, des prestations sociales, des salaires des agent-es de la fonction publique et du budget des services publics), la suppression de 3000 postes de fonctionnaires et la réforme de l'assurance chômage, ainsi que des projets attaquant le code du travail, et le 1er mai ;
- La justice fiscale, avec la mise en place de dispositifs qui taxent les gros patrimoines et les très hauts revenus, et contraignent le versement des dividendes ;
- La conditionnalité sociale et environnementale des 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises privées ;
- Des moyens budgétaires à la hauteur pour les services publics partout sur le territoire ;
- Une protection sociale de haut niveau et l'abandon du recul de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans ;
- Des investissements dans une transition écologique juste et la réindustrialisation de la France, ainsi que des mesures contre les licenciements.

Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques, FO DGFIP et l'alliance CFTD/CFTC Finances Publiques, réunies en intersyndicale le 19 septembre, prennent acte de cet ultimatum et se réuniront à nouveau le 25 septembre prochain.

**Gagner sur nos revendications est une nécessité et peut devenir
une réalité par la mobilisation de toutes et tous !**